



# LA BANQUE ROYALE DU CANADA

## BULLETIN MENSUEL

VOL. 58, No 1  
(publié antérieurement en août 1949)

SIÈGE SOCIAL: MONTRÉAL, JANVIER 1977

### *Nos libertés*

NOUS SOMMES enclins à ne pas prendre au sérieux la liberté — comme d'ailleurs les autres choses fondamentales de la vie — tant qu'elle n'est pas menacée. Étant donné ce qui se passe aujourd'hui dans le monde, il est grand temps de se demander: qu'est-ce que la liberté? pouvons-nous la conserver? que faire pour être sûrs de la conserver?

Les doctrines que nos grands-parents tenaient pour évidentes sont attaquées dans de nombreux milieux. Des institutions péniblement établies et défendues pendant des siècles de lutte ont été détruites. Le problème de la sauvegarde de nos libertés intéresse la civilisation tout entière.

L'idée de liberté paraît une chose simple et toute naturelle, et pourtant elle est hérissée de difficultés. Nous sommes généralement portés à définir la liberté comme le droit de faire ce que nous voulons, de vivre à l'abri de la persécution, de travailler et de gagner décemment notre vie.

Mais quand nous y réfléchissons et que nous pensons à tous les genres de libertés, nous tombons dans des complications, parce que les libertés civiles, personnelles et politiques sont différentes en soi et se contrecarrent souvent.

Voici une liste des libertés humaines fondamentales préparée par un comité du *American Law Institute*, dans lequel le Canada avait un représentant: liberté de conscience, d'opinion, de parole, de réunion et d'association; liberté en ce qui concerne l'ingérence illégale, la détention arbitraire et les lois rétroactives; droit à la justice, à la propriété, à l'éducation, au travail, à la nourriture, au logement, à la sécurité sociale, à l'égalité de la protection et à la participation au gouvernement.

La nature et la portée de ces libertés dans n'importe quel pays sont influencées par ses mœurs, ses traditions juridiques et ses progrès sociaux. Chaque nation, comme chaque génération, est obligée de se forger le modèle qui réalisera son idéal dans le cadre de son milieu.

Il peut sembler naïf de demander: "Qui désire la liberté?" Mais quand on jette un coup d'oeil sur le monde, il n'est pas difficile de trouver des pays entiers

dont les peuples ne paraissent pas désirer suffisamment la liberté pour lutter pour elle; et même au Canada on pourrait dire que tout le monde n'est pas prêt à lutter pour la liberté. Cela est si vrai que les hommes de bonne volonté s'inquiètent de la facilité avec laquelle les peuples des pays encore libres penchent vers le totalitarisme.

Il y a d'autres gens qui, pour une autre raison, ne désirent pas la liberté. Ils n'aiment pas le droit qu'elle offre aux autres d'agir d'une manière différente de la leur. Le loup enviait le chien de La Fontaine qui, lui, était bien content de son sort, malgré le collier par lequel il était attaché.

### *Genres de libertés*

Les libertés qui sont nécessaires dans une démocratie se divisent, semble-t-il, en quatre classes principales; liberté naturelle, liberté nationale, liberté politique et liberté civile. Ces rubriques embrassent le droit de l'individu de faire ce qu'il veut; le droit de souveraineté; le droit de choisir un gouvernement populaire ou représentatif, ainsi que les droits et privilèges créés et protégés par l'État pour ses sujets.

Le droit fondamental, naturellement, est le droit de vivre pleinement sa vie. Chaque être humain éprouve un besoin d'expression, d'épanouissement et de considération, le besoin de réaliser tout ce qu'il se sent capable d'être et de faire.

Imaginez un graphique indiquant les degrés de liberté dont jouissent différents peuples. La courbe commence près de la base à gauche, monte tout droit et redescend à la base à droite. Au commencement du graphique il y a les sociétés primitives comme celles dont parle C. S. Forester dans son roman *The Sky and the Forest*. Elles sont caractérisées par l'anarchie, la magie et le meurtre. Un peu plus haut, nous trouvons une société composée de centaines de petits groupes concurrents, avec très peu de stabilité sociale, par exemple l'empire romain d'Occident et les Cités-États d'Italie. Plus haut, vient la société composée de groupes homogènes et stables, comme la Grande-Bretagne, la France, les États-Unis et la Suède. Au commencement de la pente vers la droite nous trouvons

des pays qui ont laissé concentrer le pouvoir dans les mains d'une classe, peu importe que cette classe soit aristocratique, bourgeoise, militaire, prolétarienne, ecclésiastique ou bureaucratique. Au plus bas de la courbe se situe l'État totalitaire, qui a détruit tous les groupes indépendants et étouffé toutes les opinions individuelles.

### *Liberté pratique*

La plus grande difficulté éprouvée par la plupart des partisans de la liberté et des droits est qu'ils comptent sur des mots et de belles phrases. La liberté se perd pendant qu'ils font de beaux discours soporifiques.

L'habitude de nous abandonner aux sentiments dans les questions les plus importantes de notre vie nous entraîne dans des considérations abstraites sur un sujet qui doit être réel et concret si l'on veut qu'il existe. Nous ne pouvons pas rester longtemps libres si nous envisageons la liberté seulement comme un état de bonheur humain, sans tenir compte des milliers de réalités qui en forment l'essence.

Les hommes de la Renaissance réclamaient la liberté d'étudier la littérature classique et d'échapper à l'obscurantisme de leur époque. Pendant la Réforme, la liberté signifiait le droit de penser à sa guise au lieu de vivre sous les édits. La révolution anglaise avait pour but l'immunité des sujets par opposition au pouvoir du roi. Dans l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle, on revendiquait la liberté du commerce au lieu du monopole protégé par l'État.

Dans certains cas, il faut le dire, la passion de la liberté a été poussée trop loin. Mme Roland, allant à l'échafaud, s'écria en passant devant la statue de la liberté: "Ô liberté, que de crimes on commet en ton nom!" Rien ne cause plus de malheurs que l'idée que ce qui est bon pour les uns doit l'être aussi pour les autres et doit être imposé à tous.

Comme la vérité, la liberté consiste à faire concorder et à combiner des choses opposées, et cela demande un esprit large et impartial. Le monde s'efforce aujourd'hui de trouver un dénominateur commun pour ceux qui agitent un drapeau rouge et proclament les droits de l'homme, ceux qui arborent l'Union Jack et chantent *Les Anglais ne seront jamais esclaves* et ceux qui saluent la bannière étoilée comme l'emblème de la Démocratie.

Il y a également conflit entre les libertés individuelles. La liberté de parole n'implique pas le droit de calomnier; la liberté de conscience ne nous dégage pas de nos responsabilités civiles; la liberté de l'individu n'implique pas l'abolition des prisons. De fait, la liberté dans un sens comporte toujours des restrictions dans un autre.

### *Devoirs de la liberté*

"Un homme libre est aussi jaloux de ses responsabilités que de ses libertés," a dit Cyril James, vice-chancelier de l'Université McGill, dans un discours à l'Académie américaine des sciences politiques et sociales. C'est une profonde vérité et, si elle était

acceptée par tous, elle réglerait vite toutes les disputes temporelles, toutes les difficultés et tous les maux dont le monde souffre aujourd'hui.

Ce n'est pas une vérité nouvelle, mais malheureusement nous l'avons perdue de vue. Quand l'Assemblée Nationale était en train de voter la *Déclaration des droits de l'homme* pendant la Révolution française, un député remarqua qu'elle devrait être accompagnée par une *Déclaration des devoirs*. Mais il ne fut pas écouté.

Il n'y a pas de liberté sans responsabilité. L'homme qui ne contribue pas en quelque mesure au bien-être de l'humanité ne se conduit pas en homme libre. Il y a des choses qu'il est de son devoir de faire, et il est responsable envers la société s'il ne les fait pas.

Seul l'homme de haut calibre se rend compte que la protection des droits civils commence par le respect des droits d'autrui. Être libre signifie que nous concédons aux autres le droit d'agir différemment de la façon dont nous agissons nous-mêmes et de ne pas être trop facilement scandalisés quand les goûts diffèrent. C'est ne pas affirmer nos convictions trop énergiquement et nous rappeler que nous pouvons nous tromper. C'est agir avec ménagement en ce qui concerne les croyances qui imposent des devoirs ou des obligations aux autres, pour ne pas empiéter sur leur liberté. De fait, la société la plus libre est celle dans laquelle les gens ont appris à se mêler de leurs propres affaires.

### *La tolérance est indispensable*

Une tolérance bienveillante contribue beaucoup plus à faire régner la liberté dans un État que toutes les lois imaginables. Un peuple réellement tolérant accorde la plus grande mesure possible de liberté à ses sujets et compte sur le bon sens des individus, sur l'opinion publique et les us et coutumes pour refréner les excès.

La tolérance est source de respect mutuel. Ce n'est pas seulement de la modération, mais le sentiment que les autres peuvent aussi avoir raison. Celui qui voit le côté humoristique des choses est plus susceptible d'être un bon champion de la liberté que celui qui se laisse aveugler par ses bonnes intentions.

Les esprits étroits sont opiniâtres. Les ignorants croient toujours avoir raison. Les gens instruits sont rarement sûrs de connaître toute la vérité.

Ceux qui aspirent à la vraie liberté gardent toujours à l'esprit trois principes sans lesquels il n'y a pas de liberté réelle: ce que nous croyons n'est pas toujours nécessairement vrai; ce que nous aimons n'est pas nécessairement bon; toutes les questions sont discutables.

### *Où allons-nous ?*

Voyons un peu ce que signifiait la liberté dans le passé et ce qu'on fait aujourd'hui pour la conserver et la répandre.

Les nations occidentales ont cheminé vers la liberté pendant des siècles par révolution et évolution, en insistant toujours sur les lois civiles et politiques nécessaires à la liberté de l'individu.

Les Anglais ont suivi une marche logique. Le Roi Alfred ordonna d'écrire l'histoire véridiquement: ainsi, loi par loi, s'affirme et se réaffirme le droit du peuple à vivre et travailler en liberté et à recevoir la justice de la part de ses souverains.

Au cours des siècles, cette liberté a donné naissance à la liberté sacrée du Français, à la liberté farouche et belliqueuse de l'Écossais, à la liberté émotive et illogique de l'Irlandais. Il n'est pas étonnant que les Canadiens, qui les héritent toutes, trouvent difficile de répondre en quelques mots à la question "Qu'est-ce que la liberté?"

Il a fallu surmonter des obstacles, et après chaque obstacle faire un long pas en avant. Le roi Jean commit l'erreur d'ignorer les droits auxquels étaient accoutumés ses plus puissants sujets. Quand les barons et les grands dignitaires de l'Église se révoltèrent en 1215 et forcèrent le Roi à signer la *Magna Charta*, la Grande Charte des libertés, ce pas en avant fut accompli. Ce déni formel du pouvoir absolu du roi ne laissa aucun doute sur sa signification. Aucun citoyen ne sera emprisonné ou banni sauf par jugement de ses pairs; nous ne vendrons ni ne refuserons à aucun homme la justice ou le droit.

La liberté spécifique de la Grande Charte convenait mieux aux Anglais que les abstractions des Droits de l'homme des Français. Les Anglais ne parlèrent pas "d'égalité", mais énoncèrent clairement les droits et les devoirs qui tendent à rendre les hommes égaux.

### *La liberté au Canada*

Quelques partisans de la liberté ont vu avec déplaisir le Canada s'abstenir d'approuver la Déclaration des droits de l'homme adoptée par la commission sociale des Nations Unies.

L'explication est bien simple. C'est la portée même de nos libertés qui rend impossible au Gouvernement canadien de souscrire à la déclaration des droits. Le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux approuvent les libertés, mais celles-ci doivent être protégées et propagées dans le cadre de notre constitution qui assigne ses devoirs à chaque gouvernement. Aucune province ne peut empiéter sur les droits de la fédération des provinces et vice versa.

Il est bon de citer à ce propos un passage d'un article de Hugh MacLennan, auteur de *Two Solitudes*. Cet article publié dans *Foreign Affairs* du mois d'avril 1949 devrait être lu par tous les Canadiens, depuis les écoliers jusqu'aux diplomates. MacLennan écrit:

"Notre pays, qui était autrefois le plus grand Dominion de l'Empire britannique et qui est maintenant autonome, a acquis une capacité purement féminine d'entretenir dans sa nature des contradictions si difficiles à concilier que la plupart des sociétés dans le même cas seraient bouleversées par des révolutions périodiques. Comme les femmes, le Canada déteste les querelles, comme elles il est prêt aux compromis pour avoir la paix dans la maison; comme elles il sait que quoiqu'un mari puisse battre sa femme, s'il le désire, elle peut lui en faire honte plus tard. Le Canada

possède également un cœur trempé dans l'acier et chaque fois qu'on menace ses valeurs fondamentales, il résiste à contre-cœur mais d'une manière implacable."

L'auteur montre ensuite comment, après la prise de Québec, le Gouvernement britannique édicta le fameux Acte de Québec "qui est l'édit politique le plus libéral rendu par un conquérant jusqu'à cette époque." Cette Loi garantissait aux Canadiens français leur liberté de croyance, le droit de conserver leur langue dans les cours de justice et de l'enseigner dans les écoles, ainsi que le droit de continuer à suivre et pratiquer le droit civil français.

Le respect et l'observation des droits et des libertés dépendent dans une grande mesure des convictions, du caractère et de l'esprit du peuple. Même les déclarations de droits les plus libérales peuvent être mal interprétées par une génération bornée et inepte. Il faut reconnaître que c'est grâce à l'amour du peuple canadien pour la liberté et à sa tolérance et son esprit de justice, que nous avons continué à vivre paisiblement dans notre pays en même temps que le progrès et l'amélioration du niveau d'existence marchaient de pair avec la plus grande liberté personnelle possible.

### *Les Nations Unies*

Les Nations Unies ont fait miroiter l'idée de liberté sous une multitude de formes idéales. Hélas! c'est une chose d'avoir des idéaux et une autre de les réaliser. Il y a eu en 1940 un des plus importants moments de l'histoire. Ce fut celui où la Grande-Bretagne invita la France à se joindre à elle et à ne former qu'un seul peuple. C'est Churchill qui le proposa, mais sa voix se perdit dans le tumulte des événements.

La Charte des Nations Unies offre une autre possibilité. Dans de nobles phrases elle prescrit à ses membres de "développer les droits de l'homme et les libertés fondamentales." Mais comment y arriver? La manière la plus facile semble consister à conclure des accords internationaux sur les rapports entre les peuples.

Si les Nations Unies peuvent établir un mécanisme pour la protection internationale de la liberté et des droits de l'homme, elles auront justifié l'espoir général de l'humanité, parce que lorsque la liberté sera observée entre les nations, les gouvernements et les peuples seront intéressés à la voir régner en deçà de leurs frontières, et l'opinion publique insistera sur des lois propres à favoriser les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Après la publication de la Charte des Nations Unies, les demandes de moyens précis et de textes significatifs pour sa mise en pratique se firent de plus en plus nombreuses. La Commission des droits de l'homme rédigea la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, qui fut adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948. On peut s'en procurer gratuitement des exemplaires en s'adressant à l'Association canadienne pour les Nations Unies, 63, rue Sparks, Ottawa K1P 5A6.

## *L'autre choix*

Nous pouvons choisir la liberté ou l'absence de liberté. L'humanité a le choix de consacrer ses efforts à la recherche des meilleures valeurs culturelles en défendant la dignité humaine, en favorisant la responsabilité individuelle, en assurant l'application impartiale de la justice et en préférant la persuasion de la tolérance à la contrainte par la force. Ou bien elle peut soumettre la destinée des hommes aux ordres de dictateurs ou d'un groupe qui contrôle les ressources de la nation, et avoir des sujets tellement disciplinés et habitués à être commandés depuis le berceau qu'ils obéissent automatiquement aux ordres, si odieux qu'ils soient.

Quelles que soient les belles phrases qu'elles emploient pour expliquer leurs théories, il n'est pas possible d'avoir foi dans l'honnêteté des personnes qui prétendent croire aux droits de l'homme et qui, en même temps, suivent les doctrines de la dictature, de la révolution et d'un système de gouvernement à un seul parti.

Une telle forme de gouvernement est dégradante pour la dignité humaine. Elle affirme que les raisons économiques "déterminent toute la vie humaine" — ce qui est une idée que même des gens avisés peuvent accepter à première vue — mais cela signifie simplement que les hommes sont poussés à agir non pas par principe ou par une norme quelconque de morale, mais par leurs besoins naturels. Une telle forme de gouvernement suppose que l'on n'est pas intéressé à la liberté, à la science ou la religion, mais seulement à manger à sa faim. Elle ne donne pas libre jeu au désir de s'instruire, elle ferme la porte à l'intelligence. Elle n'ose pas permettre à ses sujets de s'adonner aux études philosophiques ou à des analyses historiques, parce qu'elles démontreraient la stérilité et la futilité des idées du dictateur.

## *Liberté ou esclavage*

Il y a loin du développement progressif sous le régime de la liberté à la tendance qu'ont les dictateurs de faire dépendre les citoyens de l'État. L'histoire nous enseigne qu'il n'y a pas de bonheur dans l'esclavage.

Plutarque, qui analysa les vies des Grecs et des Romains célèbres du premier siècle, dit: "Le premier destructeur des libertés d'un peuple est celui qui leur a le premier octroyé des dons et des largesses." Un historien dit ceci à propos d'Athènes à l'époque de Socrate: "De plus en plus l'État devint une institution de charité dont le principal objet était de fournir à chaque citoyen la vie la plus confortable et la plus facile, et mettre à sa disposition le plus grand nombre d'amusements possible." Un demi-siècle plus tard, toute politique nationale fut abandonnée et l'État ne s'occupait plus que des intérêts matériels. Les Athéniens avaient du pain et des cirques, des largesses, des secours et des pensions: mais Philippe de Macédoine n'eut pas de peine à les vaincre, à les faire renoncer à leur indépendance politique et à les réduire à l'état de vassaux.

Le devoir imposé au gouvernement dans une société libre n'est pas de prendre soin des citoyens, mais de permettre aux citoyens de prendre soin d'eux-mêmes. Chaque homme dans une société libre est un propriétaire, et il tire sur le capital à mesure qu'il en acquiert le droit.

## *Allons-nous à la dérive ?*

La dictature s'est toujours introduite à pas de loup dans la vie d'un peuple libre. Les dépenses de l'État semblent promettre la prospérité économique et l'avenir paraît brillant. Sous l'influence hypnotique de l'impression d'obtenir sans payer, les masses perdent de vue le fait que c'est là le procédé par lequel d'autres peuples libres ont perdu leur liberté.

Le prix de la liberté n'est pas seulement une éternelle vigilance mais un travail continu. Nous ne nous préoccupons pas de faire connaître nos principes, de nous assurer que les gouvernements les gardent à l'esprit, de veiller à ce que chacun d'eux soit observé à chaque occasion. Il faut lutter pour la liberté, il faut la gagner et la défendre jalousement même dans sa propre demeure. Il faut lutter de nouveau tous les jours pour conserver la liberté, de peur qu'en nous soumettant à un abus nous ouvrons la porte à la tyrannie.

Quelques-unes des plus grandes tragédies de l'histoire témoignent du remords des peuples qui n'ont compris la valeur de la liberté humaine et de la liberté personnelle qu'après les avoir perdues; il était alors trop tard pour les défendre; c'étaient des peuples qui haussaient les épaules et qui ne disaient rien quand on infligeait des injustices à leurs voisins, dans la maison d'à côté, dans le pays voisin ou dans un autre continent.

## *Pour conserver notre liberté*

Qu'est-ce qui rend les hommes libres dans la société? Ce n'est ni la richesse, ni leur état civil, ni le gouvernement fédéral, ni le pouvoir commercial, mais l'intelligent emploi de leurs connaissances. Nous avons besoin d'être continuellement instruits et réinstruits. Instruits en ce qui concerne les éléments fondamentaux de la liberté et réinstruits pour nous tenir à la page dans un monde qui change sans cesse.

Notre machine démocratique est probablement vieille et usée et, comme disent nos cultivateurs, raccommodée avec du fil de fer et de la ficelle. Nous savons tous qu'elle n'est pas parfaite. Mais nous savons également qu'elle permet à nos gens de mener une vie plus heureuse, plus libre et plus complète que celle que pourrait offrir une nation totalitaire, et qu'elle vaut la peine d'être conservée.

Notre plus grand besoin, aujourd'hui, est une attentive connaissance des affaires publiques, non seulement de celles du Canada mais des autres pays, et la résolution, de la part de chacun de nous d'un bout à l'autre du pays, de lutter pour le maintien de nos droits constitutionnels.